

En bref

L'ETAT DEMANTELE

Enquête sur une contre-révolution silencieuse

Laurent BONELLI

Willy PELLETIER

Collection :

Cahiers libres

La Découverte 2010

Que recouvre la "réforme de l'Etat" ? Comment a-t-elle été mise en oeuvre depuis vingt ans ? Quelles conséquences pour le service public et les usagers ? Ce livre s'efforce de répondre à ces questions en faisant dialoguer des chercheurs des fonctionnaires et des syndicalistes. L'échange d'analyses et d'expériences permet de dessiner les lignes de force de ce mouvement, tout en restant attentif aux singularités observables.

Edito

QU'ADVIENNE LE TEMPS DES CITOYENS

Le courant ultra libéral semble avoir gagné la bataille du service public. L'Etat s'est employé, durant deux décennies, à déconstruire la notion de service public prenant l'adaptation européenne comme prétexte et comme principale justification.

En l'absence de toute concertation avec les citoyens, EDF, la Poste, France Télécom et autres entreprises publiques se sont progressivement privatisées. Le tour de passe-passe a tellement bien fonctionné (désinformation, communication tronquée) que la grande majorité des citoyens croient encore aujourd'hui que ces entreprises sont publiques, et pourtant le service public est co-substantiel à la république. Dès 1880, le service public tend à renforcer une république enfin sûre d'elle-même qui met en oeuvre toute une série de transformations des rapports entre le citoyen et l'Etat : syndicalisme (1884), mutualité (1898), droit d'association 1901.

Le Conseil National de la Résistance dès 1945 prenant en compte les souffrances supportées par le peuple après que se soient succédées trois guerres dévastatrices, développe le volet social des politiques publiques et stabilise le service public à la française.

Après les trentes glorieuses (et avec quel aveuglement), ce service public au service du peuple cèdera au charme maléfique de l'ouverture à la concurrence et à la marchandisation européenne. En 2005, le peuple français dira oui à l'europe mais non à cette europe là. Qu'à cela ne tienne, dans un déni de démocratie sans précédent, ses représentants acteront l'inverse de l'expression citoyenne.

EDITO (suite)

Aujourd'hui, les résultats sont là ! les ex-entreprises publiques EDF-GDF, la Poste touchant des sommes colossales du contribuable pour faire face à la concurrence qui risquait d'amenuiser les revenus de leurs marchés régionaux ou nationaux historiques, ont tenté des opérations de croissance externes à l'étranger. L'actualité économique confirme, mois après mois, la catastrophe financière que représente l'acquisition de sociétés dans le monde entier, achetées à prix d'or et ayant perdu toute valeur aujourd'hui.

Peu importe, c'est le consommateur qui paiera ! Ainsi l'Union Européenne qui n'a de cesse depuis des décennies d'essayer de casser les monopoles historiques a échoué dans l'ouverture à la concurrence. En lieu et place des monopoles nationaux de droit, ces opérations se sont organisées en oligopoles de fait, en consolidant leur position progressivement.

L'augmentation exorbitante des factures liées aux services à la qualité incertaine que fournissent ces opérateurs (EDG-GDF, la Poste, SNCF, France Télécom) ne va pas arranger la vie d'un quart des actifs (6 millions de salariés, 1 sur 4) qui n'ont pour tout revenu que 750 € mensuels.

L'on reste sans voix lorsque l'on mesure l'écart entre le peuple et ses représentants incapables de réguler un marché qui s'éloigne un peu plus chaque jour de l'intérêt général. Le chemin sera long pour construire une nouvelle architecture démocratique mais plus personne ne doute aujourd'hui que cela soit inéluctable.

Le temps des professionnels de la politique est compté, **qu'advienne le temps des citoyens.**

Jean-Jacques Vaudé

Zoom sur ...

Matthieu Pillard, notre collègue et ami signe un papier chaque mois en alternance avec Laurence Faucon dans la revue Territoires, le mensuel de la démocratie locale.

Daniel Fredout, administrateur il y a quelques années de l'Apem-sp, nous donne régulièrement de ses nouvelles. Il est actuellement en région PACA :

Daniel Fredout - Directeur / Délégué Régional
Union des Fédérations ADL à FRMJC Méditerranée
Tél. 06.80.01.21.21

Agenda

29 mars 2011 à la
Courneuve (93)

«Médias, communication et
quartiers : quelles incidences
pour la citoyenneté ?»

Contact : Profession banlieue
Tél. : 01.48.09.26.36

11 avril 2011
de 9 h 30 à 15 h 30

«Journée sur la lutte contre
les discriminations»

2 bis, Bd Léon Bureau
44000 Nantes
www.resouilles.com

7 avril 2011

«Soutien à la dépendance : où
va-t-on ?»

Maison de la Chimie
28, rue Saint-Dominique
75007 Paris

**Vous avez des
questions ou un projet
d'article pour La Lettre ?**

Envoyez-nous un message sur
apem.sp@wanadoo.fr

**Vous voulez en savoir
plus sur le Réseau ?**

Consultez le site

www.apem-sp.org

APEM - SP / Réseau national des services publics en proximité

Directeur de publication : Jean Jacques Vaudé

Espace Services Publics, 75 rue D. Casanova - 93200 Saint-Denis

Tél: 01.48.13.12.00 / Fax: 01.48.13.12.01

Mail: apem.sp@wanadoo.fr / www.apem-sp.org